

Introduction

La transition espagnole à la démocratie est un phénomène historique d'une richesse telle rapportée à l'histoire contemporaine de la Péninsule que l'on peut à bon droit la qualifier de « matrice du temps présent¹ ». Et cela à double titre : non seulement parce qu'elle a permis jadis de définir les règles d'un nouveau contrat social espagnol, illustré par la Charte constitutionnelle de 1978, mais également parce qu'elle est brandie jusqu'à nos jours comme une opération modèle, un héritage incontournable et précieux, un mythe de réconciliation nationale.

La présente recherche s'attache à étudier les deux composantes majeures qui définissent à notre sens la Transition. D'une part, la dynamique institutionnelle et politique : partant d'un rapport de forces entre le franquisme et ses oppositions, elle accouche d'une solution de troisième voie offrant une porte de sortie démocratique à l'Espagne. D'autre part, la dimension représentative secrétée sur la scène publique, à travers les discours tenus par les élites sur l'événement, qui place ce dernier, volontairement ou inconsciemment, en correspondance avec un passé récent, pétri de traumatismes ou de fausses certitudes. La portée de l'épisode fait qu'il serait réducteur de ne lire en lui qu'un astucieux processus d'ingénierie politique mené dans un contexte historique délicat. Il relève également d'une dimension mémorielle, abordée ici sous l'angle des usages du passé. Car, à bien des égards, la Transition constitue une tentative de réponse aux époques troublées qui l'ont précédée : Seconde République, guerre civile et franquisme.

Dans une première acception, nous envisageons la Transition comme un processus de nature politique qui occupe un intervalle séparant deux formes différenciées et reconnues de régimes politiques, en l'occurrence la dictature franquiste et la démocratie. En jouant le rôle de passerelle, la Transition présente nécessairement un caractère hybride car elle emprunte des éléments à chacun des deux états entre lesquels elle se situe. Le philosophe Alain Ménil note à ce propos : « Quand on croirait trouver enfin du *démocratique* dans le processus de transition, il faudrait précisément s'attendre à voir surgir son envers – l'archaïque qui lui préexistait, l'ancien qui ne s'était toujours pas résigné à abandonner le terrain². » De ce point de vue, le recours

1 J. ARÓSTEGUI, *La historia vivida. Sobre la historia del presente*, Madrid, Alianza Editorial, 2004, p. 49-50.

2 A. MÉNIL, « Transition démocratique : un concept problématique », in L. HURBON (dir.), *Les transitions démocratiques. Actes du colloque international de Port-au-Prince, Haïti*, Paris, Syros, 1996, p. 367.

à l'expression courante de « transition démocratique³ » – dont nous ne faisons cependant pas l'économie – n'est guère adapté si l'on entend par là que le phénomène serait d'essence démocratique. On le constatera souvent, les moyens employés pour faire advenir la démocratie ne sont pas forcément couplés à une pratique de même nature. Par ailleurs, si la démocratie apparaît comme l'horizon institutionnel et moral à conquérir, l'analyse du processus doit se garder de toute tentation téléologique, d'autant que la sortie démocratique n'est pas l'issue exclusive d'une transition. Celle-ci gagne à être étudiée comme un moment d'indétermination et de recherche d'identité. Elle se profile telle une entreprise mouvante, oscillant entre deux formes politiques distinctes, dans un contexte où les protagonistes éprouvent des stratégies variées et où les règles de fonctionnement sont à définir et à expérimenter.

Cette perspective n'empêche pas d'inscrire la Transition espagnole dans une temporalité propre dont il s'agit d'esquisser les contours. Le parti pris chronologique adopté vise à saisir l'évolution heurtée conduisant du franquisme à la démocratie en identifiant les acteurs décisifs de ce changement – élites politiques, médiatiques et culturelles, partis et associations politiques, mouvements civiques, dignitaires ecclésiastiques, cercles militaires – avec le souci de pondérer leurs apports respectifs au fil du temps. À cet égard, il nous est apparu que le phénomène s'avère pour ainsi dire incompréhensible si l'on n'y joint pas l'étude préalable des transformations économiques, sociales et politiques qui le précèdent.

Non pas que le régime antérieur ait souhaité l'avènement de la démocratie, bien au contraire, mais le franquisme⁴, préoccupé dès la fin des années 1950 par le vieillissement de son chef et la banqueroute de sa politique économique, se voit acculé à engager un changement profond dont il ne maîtrisera pas la portée, et qui conduira à sa disparition. La constitution d'une nouvelle société, née du développement économique propre aux années 1960, les mutations concomitantes de l'opposition, la perte de légitimité de la guerre civile en tant que mythe fondateur du régime de Franco, l'affirmation des nationalismes périphériques, l'éloignement critique de l'Église catholique, le veto apposé par la Communauté européenne à l'intégration de l'Espagne, la désagrégation progressive de la

3 Signalons que l'expression même de transition démocratique s'est largement diffusée et vulgarisée en référence au cas espagnol. Voir G. HERMET, *Le passage à la démocratie*, Paris, Presses de la FNSP, 1996.

4 Parmi les spécialistes du franquisme, il existe une quasi-unanimité pour considérer que l'ensemble de la dictature peut se diviser au minimum en deux étapes bien distinctes. Une phase initiale, souvent appelée « premier franquisme », s'étend de 1939 à 1957. Elle est caractérisée par les effets politiques et matériels de la guerre civile, avec ses séquelles de répression, de misère, d'isolement international et d'autarcie économique. La seconde étape, désignée généralement comme le « second franquisme », couvre la période 1957-1975. Elle se distingue par un développement économique rapide, par un profond changement social, par une amélioration sensible des conditions matérielles de la population et par une certaine ouverture internationale. Voir E. MORADIELLOS, *La España de Franco (1939-1975). Política y sociedad*, Madrid, Síntesis, 2000, p. 25-26.

coalition franquiste représentent autant de facteurs, parmi d'autres, qu'il convient d'examiner pour comprendre la Transition.

Qu'on le veuille ou non, cette dernière s'est amorcée depuis les institutions franquistes qu'elle a progressivement démantelées. Il importe donc de les connaître, au risque de s'aventurer en amont jusqu'à la guerre d'Espagne, car elles fixent le cadre, notamment législatif, à partir duquel l'opération transitionnelle sera menée. En outre, des alternatives à la dictature s'élaborent dès l'origine, et en dépit de leur piètre fortune durant près de quarante années, elles influenceront le moment venu, avec plus ou moins de poids, le passage à la démocratie. Enfin, il nous apparaît nécessaire de rendre compte, surtout depuis les années 1960, des luttes d'influence auxquelles se livrent les diverses « familles » de la classe politique en place dans leur marche vers l'après-Franco. Sous-tendues par des projets d'*aggiornamento* du régime variant du plus rétrograde au plus prudemment réformiste, ces querelles intestines, et le jeu de leur interaction, conditionnent fortement le processus. L'ensemble de ces aspects constitue la première partie de l'ouvrage.

Contrairement à la majorité des spécialistes, nous ne considérons pas la mort du Caudillo, en novembre 1975, comme le véritable point de départ de la Transition démocratique. Certes, il ne fait aucun doute que son décès et le couronnement de Juan Carlos marquent les esprits, semblant enfin ouvrir le champ des possibles après trente-six années de dictature. Mais la promesse d'ouverture ne se concrétise pas avant plusieurs mois. De notre point de vue, il est illusoire de parler de Transition avant juillet 1976, date à laquelle Adolfo Suárez, le nouveau Premier ministre nommé par le roi, parvient à travers son action gouvernementale à fixer un cap démocratique au pays. Bien sûr, il répond de la sorte aux attentes et aux pressions exercées depuis la rue par un nombre croissant d'Espagnols estimant que la mise en œuvre du changement n'a que trop tardé, mais il est le premier chef de l'exécutif à comprendre la nécessité d'octroyer droit de cité à l'opposition.

Or, sans cette reconnaissance, même partielle et précaire, sans cette main tendue depuis le centre du pouvoir, l'opération n'a guère de sens. Celle-ci ne débute donc ni par la mort du dictateur ni par le couronnement de son successeur, mais par un geste politique consistant à reconnaître les ennemis d'hier, convertis de la sorte en adversaires dans ce qui est appelé à devenir un cadre civilisé de règlement des conflits. Si le chef de l'exécutif et son cabinet s'inscrivent dans la rhétorique du consensus, chère au roi d'Espagne, ils contribuent surtout à forger légalement les conditions de possibilité de la démocratie à travers la *Loi pour la réforme politique*. Ainsi, la Transition s'enclenche-t-elle lorsque les actes du pouvoir commencent à traduire concrètement la volonté de libéralisation politique affichée de longue date dans les discours.

La prolongation indéfinie de cette phase intermédiaire que constitue la Transition signifierait l'enlisement du projet démocratique qui lui sert de cap. L'enjeu consiste donc à déterminer une date de clôture. Si certains

auteurs voient dans le référendum populaire sur la Charte constitutionnelle, en décembre 1978, la fin de l'aventure, d'autres indiquent qu'il faut la prolonger jusqu'en 1986, date de l'intégration de l'Espagne à la Communauté économique européenne, mais la majorité s'accorde sur octobre 1982, soit l'arrivée des socialistes au pouvoir. Le triomphe socialiste aux élections générales de 1982 nous apparaît également comme le terme le plus convaincant du processus. Tout en évitant de tomber dans les travers d'une interprétation qui y verrait le gage d'une consolidation définitive de la démocratie, force est de constater que la première alternance pacifique au pouvoir traduit la santé du nouveau régime, *a fortiori* au bénéfice d'un parti qui luttait jadis dans l'opposition au franquisme.

Le politologue Guy Hermet affirme ainsi que l'un des impératifs majeurs de la pratique démocratique « a trait à la portée effective de la souveraineté populaire, spécialement à la possibilité réelle qu'ont les électeurs non pas tant de choisir leurs gouvernements pour la première fois que de les renvoyer par un vote négatif lors d'une consultation ultérieure⁵ ». Après les soubresauts « salvateurs » du coup d'État manqué de février 1981, la perspective d'un retour en arrière vers un gouvernement autoritariste ne semble plus à l'ordre du jour. Si tous les héritages du franquisme ne sont assurément pas soldés, le recours au cadre démocratique de gestion des conflits est entériné par l'immense majorité des citoyens dans une Espagne transformée, en outre, par la décentralisation et la réorganisation des pouvoirs en un authentique État des autonomies. En 1982 s'achève la Transition car le régime instauré a donné la preuve de sa capacité d'autolégitimation. Autrement dit, dans l'alternative dictature et démocratie, c'est cette dernière qui l'emporte. Ce parcours, semé d'embûches, constitue l'objet de la deuxième et de la troisième partie.

Ayant défini les contours de la Transition au sens strict, en tant qu'opération politique, il convient désormais d'en présenter la seconde dimension, de nature mémorielle, au cœur de notre hypothèse de travail. Il nous apparaît essentiel de souligner que tout processus de changement historique rend particulièrement aigu la question des représentations collectives, en ce qu'il participe de l'élimination d'un ordre antérieur pour en bâtir un nouveau. Une transition a vocation à être un moment fondateur où s'éprouvent des identités collectives qui reposent sur une articulation renouvelée, par le biais du présent, entre passé et avenir. Or, cette dernière définition s'applique également à la mémoire, en tant que phénomène complexe dont la fonction consiste, à l'échelle des individus et des groupes sociaux, à tisser un lien entre passé et futur.

Schématiquement, les sciences sociales et historiques s'appuient sur deux principaux courants théoriques dans leur approche de la mémoire. Le premier, majoritaire et héritier des travaux du sociologue français Maurice Halbwachs⁶ est dit « présentiste ». Il insiste sur la capacité du présent à agir

5 G. HERMET, *Le passage à la démocratie*, op. cit., 1996, p. 27.

6 Voir M. HALBWACHS, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994 (1925); M. HALBWACHS, *La Mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997 (1950).

sur la mémoire que l'on conserve d'événements passés. Dans cette perspective, les individus et les groupes qu'ils forment ont tendance à rationaliser et à adapter, autrement dit à reconstruire le passé en fonction des nécessités du présent. Pour Halbwachs, la mémoire collective retient du passé « ce qui est encore vivant ou capable de vivre dans la conscience du groupe qui l'entretient⁷ ». Il importe à cet égard d'établir en quoi les préoccupations présentes déterminent ce dont nous nous souvenons et comment nous nous en souvenons. Le second courant, dit « conservateur⁸ », met, quant à lui, l'accent sur la capacité de résistance du passé aux tentatives d'instrumentalisation. Il ne vise pas à nier les effets de distorsion, mais à signaler le poids ou l'inertie du passé et la difficulté pour les acteurs de le réinterpréter à leur guise, en particulier concernant des événements récents à forte charge traumatique.

Les enjeux de mémoires, douloureuses ou délicates, qui se posent avec la Transition espagnole jouent à notre sens un rôle crucial dans la définition même du phénomène. Nous postulons ici une relation étroite entre la stratégie politique des acteurs et des observateurs engagés, et la façon dont ils composent, dans leurs propos publics, avec les mémoires chahutées de la Seconde République, de la guerre civile et des premières années du franquisme. Il s'agit ainsi de démontrer que, pendant la Transition, les protagonistes de la scène publique, bien qu'ils se distinguent par des sensibilités idéologiques variées, recourent à une forme de ruse mémorielle dans leur rapport aux passés traumatiques. En d'autres termes, ils abusent à dessein du passé ou font mine de s'abuser sur ce dernier, par des biais distincts qu'il conviendra d'identifier, dans l'espoir de fortifier un projet d'envergure politique où réside le sens qu'ils attribuent à la Transition. D'où l'importance cardinale accordée dans ce travail à l'analyse des propos publics, à visée performative, tenus sur le proche passé. La référence à ce dernier est clairement un enjeu de pouvoir, à plus forte raison dans les périodes d'incertitude quant aux valeurs collectives que partage une communauté.

Afin de traquer la mémoire, cette présence/absence du passé, l'organisation des souvenirs, des occultations et des oublis, et les usages qui leur sont associés⁹ nous avons recours à une large palette de sources : presse quotidienne et hebdomadaire, discours d'hommes politiques, programmes de partis, Lois fondamentales, débats parlementaires, Mémoires ou témoignages des acteurs. Tous ces écrits, qui font la substance du débat politique, forgent la chose publique ou aspirent à l'influencer, affirment ou tentent de dissimuler dans le même temps des choix quant à l'appréhension du proche

7 M. HALBWACHS, *La Mémoire collective*, op. cit., p. 131.

8 Voir notamment M. SCHUDSON, « The Present in the Past versus the Past in the Present », *Communication*, vol. 11, 1989, p. 105-113; B. SCHWARTZ, « Social Change and Collective Memory : The Democratization of George Washington », *American Sociological Review*, vol. 56, n° 2, p. 221-236.

9 Pour une définition élaborée de l'objet mémoire, voir notamment : P. NORA, « Mémoire collective », in J. LE GOFF, R. CHARTIER, J. REVEL, *La nouvelle histoire*, Paris, CEPL, 1978; G. NAMER, *Mémoire et société*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987; H. ROUSSO, *L'événement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard, 2001; P. AGUILAR FERNÁNDEZ, *Políticas de la memoria y memoria de la política*, Madrid, Alianza Editorial, 2008.

passé. Pour canaliser la masse des documents s'y rapportant, nous sélectionnons des temps forts, susceptibles de produire des représentations marquantes du passé en raison d'un mécanisme de concordance des temps.

En effet, plusieurs épisodes singuliers du changement – crises, irruptions de violence, tournants décisifs – éveillent spontanément les spectres du passé. Parmi ces « moments de mémoire » observés en priorité, citons la mort de Franco, le couronnement de Juan Carlos, la nomination d'Adolfo Suárez, le débat autour de la *Loi pour la réforme politique*, le processus de légalisation du Parti communiste, les premières élections libres, les Pactes de la Moncloa et la discussion sur la loi d'amnistie. Enfin, le coup d'État du 23 février 1981, espace par excellence de cristallisation des conflits de rétrospection, bénéficie d'une attention particulière. La perspective retenue s'attache à identifier et à décrypter les dispositifs ou ruses mémorielles évoqués précédemment en tentant d'évaluer leur rôle et leur portée à l'aune du processus transitionnel.

L'étude conduite s'inscrit au centre d'une problématique conjuguant trois niveaux d'analyse et donc trois dynamiques en interaction : celle des acteurs, celle des institutions et celle des discours. En partant du franquisme en tant qu'arrière-cour du phénomène considéré, il s'agit d'observer l'évolution du jeu politique, au sens large, et de sa transcription mémorielle à travers le prisme des responsables de premier plan, de leurs propos publics et du cadre législatif en vigueur. Cette approche inédite, servie par un récit minutieux, doit permettre de relire la Transition sans se prendre dans les filets de son mythe, qui fait notamment de la réconciliation des Espagnols la clef de voûte de l'opération.